

Nous avons été arrêtés en 1987. Notre histoire carcérale est celle de la lutte contre l'isolement et pour le regroupement politique. Lors de notre arrestation, nous étions quatre. Nous sommes tous condamnés 2 fois à perpétuité avec 18 ans de sûreté (c'est-à-dire, nous devons passé minimum 18 ans en prison. Et c'est seulement au bout de ceux-ci que notre peine deviendra une perpétuité "normale" dont il est possible d'espérer la commutation en peine à temps. Ainsi, tout à fait éventuellement, nous pourrions sortir après 25 ans de prison).

NATHALIE MENIGON est née en 1957 dans une famille ouvrière. En 1975, elle devient employée de banque, Syndiquée à la CFDT suite à une grève, puis évincée du syndicat, elle rejoint un groupe communiste autonome, "Camarades". A l'instar de certains idéologue italiens tel Toni Négri, ce groupe prônait la révolte sociale anticapitaliste et anti-impérialiste et apportait son soutien à la guérilla italienne. Nathalie participe aux réflexions, manifestations de l'autonomie parisienne et mène en même temps une réflexion sur la nécessité du combat armé.

En 1978, avec des camarades, dont Jean-Marc Rouillan, elle fonde l'organisation communiste révolutionnaire Action Directe. Il s'agit de combattre concrètement le système capitaliste, impérialiste et de promouvoir l'organisation de la classe prolétarienne et sa stratégie opérationnelle : la lutte armée - mitraillage du siège du patronat français, le 1er mai 1979, explosions de sièges de groupes immobiliers, d'organismes exploitant des travailleurs immigrés, mitraillage du Ministère de la Coopération (ou ministère des possessions françaises d'Outre-mer, tout spécialement en Afrique), etc.,

En septembre 1980, elle est arrêtée après une fusillade avec la police. François Mitterrand, élu président en mai 1981, sera contraint par une mobilisation générale (grèves de la faim, manifestations, ...) de libérer les prisonniers politiques. Libérée en septembre 1981, Nathalie reste inculpée de tentative d'homicide sur des policiers. Elle participe à la reconstruction des structures clandestines, ouvre des squats, soutient des camarades turcs, réfugiés en France après le coup d'Etat dans leur pays (1980), etc.

En 1982, elle a un grave accident de voiture en ramenant de Bruxelles des affiches contre le sommet du G7 à Versailles. En août 82, alors que Nathalie est convalescente, la chasse est ouverte contre Action Directe. Nathalie passe à la clandestinité.

JEAN-MARC ROUILLAN avait 16 ans en 1968. Bien qu'issu d'une famille de gauche, il n'était pas très politisé. Selon lui, c'est peut-être ce qui lui a permis de s'engager dans la révolte anti-totalitaire sans à-priori. En quelques mois, un moment d'apprentissage très intense où l'action directe était un quotidien dans la volonté des comités d'occupation des usines, dans les grèves des loyers, la lutte contre l'Etat policier ... Toulouse où il vivait fut certainement l'ultime capitale des "rouges" -le nom donné aux Républicains espagnols pendant la guerre civile. Eux et leurs enfants formaient l'épine dorsale du mouvement ouvrier. En 1970, son groupe est passé aux interventions armées en Espagne, Le Mouvement Ibérique de Libération (MIL) agissait comme un réseau armé de résistance antifasciste et

simultanément cherchait à développer une praxis anticapitaliste correspondant à l'époque : auto-organisation, critique radicale, anti-révisionnisme et contre toute collaboration avec les forces bourgeoises 'démocratiques'.

Le MIL s'auto-dissout et après une répression féroce ayant détruit toutes les structures en Catalogne, Jean-Marc s'engage dans les Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste (GARI). Avec eux, il mène des actions contre les représentations du franquisme et ses suppôts capitalistes en Belgique, Hollande, Italie, France. Il y est arrêté en 1974 et amnistié par Giscard d'Estaing peu de temps après la mort de Franco (début 1977). Il sera arrêté en septembre 1980 avec Nathalie et amnistié de nouveau en 1981.

Août 1982, suite à l'intervention israélienne au Liban, Action Directe revendique le mitraillage du véhicule du chef de la sécurité de l'ambassade d'Israël et des actions contre des sociétés israéliennes. Après un attentat massacre contre un restaurant juif (Goldenberg), rue des Rosiers à Paris, le pouvoir orchestre sa propagande contre-révolutionnaire à travers les médias. Dans un interview au journal Libération, Jean-Marc exprime la justesse du mitraillage contre le chef de la sécurité et condamne les attentats massacres. Le conseil des ministres ordonne alors la dissolution d'Action Directe. Visant à isoler les militants de l'organisation, des perquisitions ont lieu dans le milieu des squats et chez les révolutionnaires connus. Jean-Marc devient clandestin.

GEORGES CIPRIANI est né en 1950 dans une famille ouvrière. En 1970, il travaillait à Renault quand Pierre Overney, militant communiste qui distribuait des tracts devant l'usine a été assassiné par un vigile. Il a ensuite vécu 10 ans en R.F.A. Il est entré dans l'organisation aux environs de 1982. En automne 1993, après des années d'isolement total et partiel, Georges s'est séparé de notre organisation. Cette décision me semble inséparable de son état psychique ayant conduit à ce qu'il soit interné à l'hôpital psychiatrique de Villejuif durant l'été 93. Discuter par écrit n'est pas commode, cependant Georges ne me paraît pas tant avoir exercé une autocritique de notre propre praxis qu'avoir repris à son compte autocritique de la RAF sur la sienne. Or si la politique du Front nous a permis de développer des campagnes en commun avec la RAF, Action Directe n'est pas la RAF et inversement.

Affirmer cette évidence m'est utile pour deux raisons. Premièrement, elle explique pourquoi j'estime ne pas avoir d'autres repères que ceux de l'insupportable souffrance vécue par Georges dans le processus l'ayant conduit à se séparer de nous. Tandis que deuxièmement, du fait de cette séparation, je ne me sens pas autorisée à aller au-delà de ces quelques phrases pour le présenter.

JOELLE AUBRON. Née en 1959 et regardant mon histoire politique, je mets comme l'un des éléments fondateurs le fait d'avoir vécu enfant chaque pied dans un contexte social différent -d'un côté la bourgeoisie française traditionnelle, de l'autre les écoles et autres rencontres d'un quartier populaire de Paris. Ce décalage rendait visible l'inégalité sociale. Ce n'était pas bien sûr une démarche politique, juste le sentiment d'être née, par hasard, du bon côté du manche. Ainsi une réforme de l'enseignement qui pénalisait les plus

pauvres par une sélection précoce a été ma première occasion de manifester mon rejet des inégalités.

Après, il y a tout un parcours à travers d'autres mobilisations, des conditions de vie précaires puisqu'à 18 ans j'étais partie de chez mes parents, des rencontres -"avec" la répression aussi ! Ainsi autant de moments pour devenir pleinement consciente de la nature réelle de ce système "démocratique", de l'exploitation qu'il génère, de la domination qu'exerce le centre impérialiste sur la périphérie, Utiliser la lutte armée me semblait tout à fait nécessaire pour qu'avance un processus révolutionnaire. Je ne me suis pourtant pas tout de suite intégrée à une organisation politico-militaire. Quand en 1982, j'ai été arrêtée avec un camarade de l'organisation, sortant d'un boxe où les flics disaient avoir trouvé des armes, je ne me suis pas présentée comme une militante d'Action Directe, Et c'est en prison, que la nécessité de la stratégie que seule permet un tel outil organisationnel est pleinement devenue mon évidence. Quand je suis sortie (1984), j'ai milité un an de manière légale : soutien aux prisonniers de l'organisation, librairie militante, journal. Au bout de cette période et à cause de la répression s'aggravant, le seul choix me semblant conséquent avec ma réflexion était l'illégalité.

Nous nous revendiquons communistes révolutionnaires. Entre 1982 et 1987, Action Directe a attaqué l'impérialisme occidental et sioniste. L'Unité des Révolutionnaires en Europe de l'Ouest pose l'antagonisme entre Proletariat International et bourgeoisie impérialiste comme central à la recomposition du prolétariat : "l'auto-organisation (...) dépend (...) de la capacité des organisations de guérilla à oeuvrer aux tâches historiques actuelles - organisation de la violence révolutionnaire, internationalisme prolétarien pour l'émergence de l'organisation communiste en Europe de l'Ouest." Action Directe attaquait la formation ouest-européenne comme appui logistique et politique réactionnaire au roll-back impérialiste orchestré par Reagan and co. Notre politique se définissait également dans celle du Front anti-impérialiste proposé par la RAF en 1982.

Depuis la formation européenne est devenue l'Union européenne appliquant sans discontinuer les solutions bourgeoises à la crise générale du système capitaliste. Le roll-back impérialiste manifeste toujours son caractère vindicatif contre les peuples des Trois Continents, même si entre temps, le "diable soviétique" s'est dissipé en fumée, miné par l'impossible transition soft du capitalisme d'Etat en capitalisme proprement dit. Les bourgeoisies compradores du Sud se soumettent aux ordres des organes impérialistes, de l'ONU au GATT, du FMI à la B.M. Gérant cahin-caha leur concurrence, les trois pôles de la chaîne impérialiste : USA-Union européenne-Japon, organisent le pillage de la planète et la misère des 2/3 de la population mondiale.

Quasiment partout sur la planète, accompagnant l'exploitation intensifiée, les gouvernements imposent une aggravation de la répression et du contrôle. Nos métropoles sont les leaders de ce processus de destruction et aliénation.

Aujourd'hui, après 10 ans d'incarcération, notre détention n'est plus tant caractérisée par le projet de destruction que par la volonté de nous enterrer. Cette réorientation de la stratégie étatique s'analyse à partir d'un ensemble de facteurs. En premier lieu, nos luttes contre l'isolement et pour le regroupement, trois de 1987 à 1993. Ensuite se conjuguent ensemble le fait d'avoir partiellement réussi à briser Georges, la faiblesse continue du mouvement révolutionnaire français et la nécessité de gommer la contradiction qu'il y a à maintenir une détention d'exception alors qu'officiellement il n'y a pas de prisonniers politiques.

Nier l'existence des prisonniers révolutionnaires est une des composantes de l'opération de légitimation permanente secrétée par le système. Etat naturel des choses, on ne saurait résister à ses lois, qu'elles soient économiques ou juridiques. "Nécessaire adaptation à la mondialisation" ou façonnant une Europe forteresse contre "toute la misère du monde", aussi barbares et injustes soient-elles aux yeux de ceux et celles, toujours plus nombreux, qui sont précarisés, paupérisés, expulsés par charters, réduits à la charité, ..., ces lois doivent être vénérées par ceux-là mêmes qu'elles exploitent, oppriment et aliènent. Effacer les prisonniers révolutionnaires du paysage des contradictions parcourant nos sociétés est partie prenante du processus pour pérenniser la soumission à la valorisation du Capital.

Notre arrestation en 1987 faisait suite à d'autres. Elle mis fin à l'activité politico-militaire de notre organisation. Depuis nous nous efforçons à travailler politiquement malgré les conditions, nous discutons par écrit avec d'autres prisonniers révolutionnaires, nous participons à une publication (Front), aussi en traduisant des textes de discussions ou d'actions, en particulier du mouvement révolutionnaire européen. Le sens reste de ne renoncer à rien du combat nous ayons conduit ici : **A travers un processus de guerre révolutionnaire prolongée, penser nécessaire et possible la révolution des Conseils mettant en place de nouveaux modes d'organisation sociale et politique.**